



La situation socio-politique du Cameroun a meublé les échanges hier entre le Ministère français des Affaires étrangères et les députés français à l'Assemblée nationale.

A la question des députés sur la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et l'emprisonnement de Maurice Kamto, voici la réponse du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (prise chez nos confrères de Gazeti 237).

La France suit avec une grande attention la situation au Cameroun. Elle le fait car le Cameroun est un pays ami, important pour la stabilité de l'Afrique centrale et où se trouvent plus de 6.500 ressortissants français. La situation dans les régions anglophones du Cameroun continue à se dégrader. La France est très préoccupée par cette évolution. Les pertes humaines sont lourdes, la situation humanitaire est critique (35.000 réfugiés au Nigéria et 530.000 déplacés internes) et l'activité économique dans ces régions s'effondre. Dans ce contexte, la France poursuit ses efforts bilatéraux, ainsi qu'en concertation avec ses principaux partenaires, en particulier à Bruxelles et à New York, pour convaincre le gouvernement camerounais de prendre des initiatives en vue d'un règlement politique durable de la crise...La France est convaincue que la réponse à la crise n'est pas d'ordre militaire ou sécuritaire, mais bien politique. Tous les canaux de dialogue et de réconciliation doivent être ouverts, et c'est pourquoi elle poursuit ses échanges, en toute franchise, avec les autorités camerounaises. Elle les appelle à lancer un dialogue politique inclusif, à mettre en œuvre des mesures de détente et à approfondir la

décentralisation. A la question sur la situation de Maurice Kamto, voici la réponse du gouvernement français.

La France suit avec attention la situation de l'ancien candidat à la présidentielle Maurice Kamto, qui a été arrêté le 28 janvier dernier avec près de 200 de ses partisans. La France est très préoccupée par son inculpation mi-février, notamment pour rébellion, insurrection et hostilité contre la patrie. L'opposition camerounaise, dont Maurice Kamto est l'une des figures importantes, doit pouvoir s'exprimer librement, dans le respect de la loi. À cet égard, il est inquiétant que plusieurs centaines de ses sympathisants aient été arrêtés, à l'occasion de marches de soutien dans plusieurs villes du Cameroun